



**CONSILIUL  
UNIUNII EUROPENE**

**Bruxelles, 14 martie 2011 (16.03)  
(OR. fr)**

**7342/11**

**DROIPEN 16**

**NOTĂ DE ÎNSOȚIRE**

Sursă:	Dl F. Biltgen, Ministrul Justiției al MARELUI DUCAT AL LUXEMBURGULUI
Data:	28 februarie 2011
Destinatar:	Secretariatul General al Consiliului Uniunii Europene Dl Ivan Bizjak, director general al DG H „Justiție și afaceri interne”
Subiect:	Transpunerea Deciziei-cadru 2008/913/JAI a Consiliului din 28 noiembrie 2008 privind combaterea anumitor forme și expresii ale rasismului și xenofobiei prin intermediul dreptului penal

Stimate domnule Secretar General,

Am onoarea să vă informez că Luxemburg a transpus directiva-cadru menționată anterior prin legea din 13 februarie 2011.

Luxemburg dorește să facă următoarea declarație, în temeiul articolului 1 alineatul (4) din decizia-cadru:

Luxemburg declară că va dispune pedepsirea negării sau a minimizării vădite a gravității infracțiunilor menționate la alineatul (1) litera (c) și/sau (d) din decizia-cadru, doar în cazul în care infracțiunile respective au fost stabilite printr-o hotărâre definitivă dată de o instanță luxemburgheză sau internațională.

(Formulă de încheiere).

François BILTGEN

**Art. 4.** Notre Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle est chargée de l'exécution du présent règlement qui sera publié au Mémorial.

*La Ministre de l'Éducation nationale  
et de la Formation professionnelle,  
Mady Delvaux-Stehres*

Château de Berg, le 13 février 2011.  
**Henri**

---

**Loi du 13 février 2011 portant modification de l'article 457-3 du Code pénal.**

Nous Henri, Grand-Duc de Luxembourg, Duc de Nassau,  
Notre Conseil d'État entendu;  
De l'assentiment de la Chambre des Députés;  
Vu la décision de la Chambre des Députés du 27 janvier 2011 et celle du Conseil d'État du 1<sup>er</sup> février 2011 portant qu'il n'y a pas lieu à second vote;

Avons ordonné et ordonnons:

**Article unique.** L'article 457-3 du Code pénal est modifié comme suit:

«Art. 457-3. (1) Est puni d'un emprisonnement de huit jours à deux ans et d'une amende de 251 euros à 25.000 euros ou de l'une de ces peines seulement celui qui, soit par des discours, cris ou menaces proférés dans des lieux ou réunions publics, soit par des écrits, imprimés, dessins, gravures, peintures, emblèmes, images ou tout autre support de l'écrit, de la parole ou de l'image vendus ou distribués, mis en vente ou exposés dans des lieux ou réunions publics, soit par des placards ou des affiches exposés au regard du public, soit par tout moyen de communication audiovisuelle, a contesté, minimisé, justifié ou nié l'existence d'un ou de plusieurs crimes contre l'humanité ou crimes de guerre tels qu'ils sont définis par l'article 6 du statut du tribunal militaire international annexé à l'accord de Londres du 8 août 1945 et qui ont été commis soit par les membres d'une organisation déclarée criminelle en application de l'article 9 dudit statut, soit par une personne reconnue coupable de tels crimes par une juridiction luxembourgeoise, étrangère ou internationale.

(2) Est puni des mêmes peines ou de l'une de ces peines seulement celui qui, par un des moyens énoncés au paragraphe précédent, a contesté, minimisé, justifié ou nié l'existence d'un ou de plusieurs génocides tels qu'ils sont définis par la loi du 8 août 1985 portant répression du génocide et par l'article 6 du Statut de la Cour pénale internationale, ainsi que des crimes contre l'humanité et crimes de guerres, tels qu'ils sont définis aux articles 7 et 8 du Statut de la Cour pénale internationale et reconnus par une juridiction luxembourgeoise ou internationale.»

Mandons et ordonnons que la présente loi soit insérée au Mémorial pour être exécutée et observée par tous ceux que la chose concerne.

*Le Ministre de la Justice,  
François Biltgen*

Château de Berg, le 13 février 2011.  
**Henri**

Doc. parl. 6126; sess. ord. 2009-2010 et 2010-2011.